

**TURQUIE**



9 janvier 2020



## **Le parquet de Diyarbakır de 2012 à 2014**

*Notamment les procédures impliquant la mouvance politique pro-kurde et la confrérie de Fethullah Gülen*

### **Avertissement**

*Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.*

*Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf) ], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.*

*Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.*

*La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.*

## Table des matières

1. Un point chaud du conflit kurde .....	3
2 Mutations et divisions de l'appareil judiciaire .....	3
Bibliographie .....	7

**Résumé :** Diyarbakır (Sud-Est) est un foyer du mouvement politique pro-kurde : les tribunaux instruisent de nombreux cas de militants pro-kurdes soupçonnés de liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement armé illégal. Par ailleurs, à partir de 2009, le Parquet de cette ville ouvre des poursuites à l'encontre de plusieurs anciens responsables officiels pour des exactions commises dans les années 1990. La réforme judiciaire de 2013 réorganise les services chargés de la lutte antiterroriste. Des tensions à l'intérieur de l'appareil judiciaire opposent les partisans du gouvernement aux sympathisants allégués de la confrérie de Fethullah Gülen, notamment en 2014 lors de l'élection professionnelle du Conseil supérieur des juges et procureurs (HSYK). A la suite du coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016, de nombreux procureurs exerçant ou ayant exercé à Diyarbakır sont démis de leurs fonctions et parfois condamnés pour complicité alléguée.

**Abstract :** Diyarbakır (South-East) is a hotbed of the pro-Kurdish political movement: the courts hear many cases of pro-Kurdish activists suspected of links with the Workers' Party of Kurdistan (PKK), an illegal armed movement. In addition, from 2009, the prosecution of this city opened investigations against several former officials for abuses committed in the 1990s. The judicial reform of 2013 reorganized the services responsible for the fight against terrorism. Tensions within the judiciary have pitted government supporters against alleged sympathizers of the Fethullah Gülen movement, particularly in 2014 during the professional election of the Higher Council of Judges and Prosecutors (HSYK). Following the failed coup on July 15, 2016, many prosecutors practicing or having practiced in Diyarbakır are removed from their posts and sometimes convicted of alleged complicity.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

## 1. Un point chaud du conflit kurde

Diyarbakır, grande ville du sud-est de la Turquie, est en même temps un foyer du mouvement politique pro-kurde et de l'opposition au gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur). Les tribunaux, soutenant la politique gouvernementale de maintien de l'ordre, sont souvent amenés à traiter des cas de militants pro-kurdes soupçonnés de liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement armé illégal considéré comme terroriste par la Turquie et l'Union européenne<sup>1</sup>. C'est également à Diyarbakır que, à partir de septembre 2009, le Parquet ouvre des poursuites à l'encontre de plusieurs anciens responsables officiels pour les exactions liées à la répression anti-kurde des années 1990<sup>2</sup>.

En janvier 2012, sur ordre du procureur Ahmet Karaca, une fosse commune de six corps est déterrée à Diyarbakır dans le cadre de l'enquête sur les disparitions des années 1990 : la fosse se trouvait sous un local employé à cette époque par une équipe du JİTEM (« service de renseignement et de lutte contre le terrorisme »). Il s'agit d'une cellule parallèle de la gendarmerie turque active dans les années 1990 dans le sud-est de la Turquie et qui, sous couvert de lutte contre le PKK, passe pour avoir pratiqué des disparitions forcées, tortures et exécution extrajudiciaires<sup>3</sup>.

Le 5 juillet 2013, le procureur Osman Coşkun prononce l'acte d'accusation contre Mahmut Yıldırım, un des accusés dans l'affaire du JİTEM ; le procureur requiert une peine de vingt ans d'emprisonnement pour le meurtre de l'écrivain Musa Anter en 1992<sup>4</sup>. D'après l'acte d'accusation présenté par le procureur Osman Coşkun, cette cellule comprenait les nommés Eli Veli Küçük, Arif Doğan, Abdülkerim Kırca et Ali Yıldız avec le soutien de plusieurs cadres du Service des opérations spéciales du ministère de la Défense<sup>5</sup> : Hulusi Sayın, Hikmet Köksal, Hasan Kundakçı et Necati Özgen<sup>6</sup>. Après une longue procédure, tous les accusés seront finalement acquittés entre 2015 et 2019<sup>7</sup>.

En février 2014, dans le cadre des réformes judiciaires menées depuis l'abolition des Tribunaux spéciaux, le Parlement turc vote la limitation à cinq ans, au lieu de dix, de la durée maximale de détention préventive, ce qui entraîne la libération d'un certain nombre de détenus. La procédure à l'encontre de l'Union des communautés du Kurdistan (KCK), organisation illégale présentée comme la « branche urbaine » du PKK, est transférée du Tribunal spécial de Diyarbakır (6<sup>ème</sup> chambre de la Cour d'assises) à la 2<sup>ème</sup> chambre de cette Cour. Sur les 32 suspects détenus dans le cadre de l'affaire du KCK, 30, arrêtés en 2009 ou antérieurement, sont libérés, notamment Necdet Atalay, ancien maire dans la province de Batman (Sud-Est), Zülküf Karatekin, ancien maire du district de Kayapınar (province de Diyarbakır), Hatip Dicle, ancien cadre du Parti de la démocratie (en turc : « *Demokrasi Partisi* », DEP ou DP), Hüsamettin Çiçek, ancien maire-adjoint du district de Bağlar (province de Diyarbakır)<sup>8</sup>.

## 2 Mutations et divisions de l'appareil judiciaire

Le système judiciaire turc, inspiré du modèle français, est de type inquisitorial où le rôle du procureur est particulièrement important au début de la procédure. Les juges et procureurs forment un corps unique sous la tutelle du ministère de la Justice, régi par le Conseil supérieur des juges et procureurs (en turc : « *Hâkimler ve Savcılar Yüksek Kurulu* », HSYK) rebaptisé en 2017 Conseil des juges et procureurs (HSK). Bien que la

<sup>1</sup> Sur le contexte politique et sécuritaire de Diyarbakır, voir notamment RENOULT Yann, 15/05/2017, [url](#) ; Ouest-France, 08/10/2014, [url](#) ; International Crisis Group, 30/11/2012, [url](#)

<sup>2</sup> International Crisis Group (ICG), 06/11/2014, p. 17, [url](#)

<sup>3</sup> International Crisis Group, 30/11/2012, [url](#) ; Bianet, « Diyarbakır'da JİTEM'in Toplu Mezarı », 11/01/2012, [url](#)

<sup>4</sup> Faili Belli (Source : Radikal), 05/07/2013, [url](#)

<sup>5</sup> En turc : « Özel Harp Dairesi », OHL.

<sup>6</sup> Faili Belli (Source : Radikal), 05/07/2013, [url](#)

<sup>7</sup> Bianet, 13/12/2019, [url](#) ; Hürriyet Daily News, 06/11/2015, [url](#)

<sup>8</sup> Hürriyet Daily News, 16/07/2014, [url](#)

justice soit théoriquement indépendante, les ingérences du pouvoir exécutif dans les affaires judiciaires, problématiques à toutes les époques, se sont fortement accrues entre 2013 et 2016 avec la crise qui oppose le gouvernement de l'AKP à la confrérie islamique de Fethullah Gülen : les magistrats et policiers liés à la confrérie sont alors accusés de former une « structure d'Etat parallèle » et de chercher à s'emparer du pouvoir<sup>9</sup>.

En juillet 2012, dans le cadre du « troisième paquet » de réforme judiciaire, le gouvernement abolit les Tribunaux spéciaux pour les crimes graves<sup>10</sup> ; les affaires de terrorisme, traitées jusque-là par ces juridictions, sont confiées à des chambres spécialisées au sein des tribunaux de justice pénale dans les 9 circonscriptions judiciaires d'Adana, Ankara, Antalya, Bursa, Diyarbakır, Erzurum, Istanbul, Izmir, Malatya, Samsun et Van. Au sein du tribunal de Diyarbakır, les procureurs désignés pour les affaires de terrorisme sont : Uğur Özcan (procureur général), Mustafa Baklaci, Uğurhan Kuş, Osman Coşkun, Levent Kaya, Semih Akgün, Alpaslan Yanıkoğlu, Ali Okumuş, Kenan Doğan, Hasan Özçelik, Erol Çelik et Şaban Özdemir<sup>11</sup>.

Entre septembre et novembre 2012, un litige oppose le procureur spécial Ali Okumuş à la police de Diyarbakır. Celle-ci demande au procureur d'autoriser *a posteriori* une écoute téléphonique urgente dans une affaire de crime organisé ; après une série de retards et de requêtes, il s'avère que l'enregistrement, effectué sans autorisation, a été détruit. Le HSYK est saisi de l'affaire<sup>12</sup>.

Le 14 mai 2013, le Journal officiel turc annonce une série de mutations au sein de la magistrature turque. Entre autres :

- Hakan Demirci, procureur à Konya, est nommé à Diyarbakır ;
- Cihan Şahin, procureur à Afyonkarahisar, est nommé à Diyarbakır ;
- Serkan Beyoğlu, procureur à Antalya (côte sud), est nommé à Diyarbakır ;
- Sefa Suna, procureur à Diyarbakır, est nommé à Mardin (Sud-Est)<sup>13</sup>

En décembre 2013, une crise politico-judiciaire oppose le gouvernement du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan aux partisans allégués de la confrérie Gülen : sur l'ordre de procureurs d'Istanbul et Ankara, des policiers arrêtent plusieurs personnalités proches du Premier ministre et soupçonnées de corruption. Le pouvoir réagit par la mise à pied des procureurs et policiers responsables, eux-mêmes accusés de complot au profit de la confrérie Gülen<sup>14</sup>.

A la suite de cette crise, le gouvernement encourage la création d'une association, la « Plate-forme de l'unité de la justice » (YBP)<sup>15</sup> qui organise des conférences de magistrats dans différentes villes de Turquie dans le but affiché de résoudre la « crise de confiance » et restaurer l'indépendance et l'impartialité de la justice<sup>16</sup>.

Le 22 janvier 2014, la magistrature turque connaît une série de mutations. Entre autres :

- İlker Çetin, procureur général de Diyarbakır, est transféré à Uşak (ouest de l'Anatolie) ;
- İbrahim Baytekin, procureur à Diyarbakır, transféré à Bakırköy (quartier d'Istanbul) ;
- Ramazan Solmaz, procureur général de Düzce (région de la mer Noire), transféré comme procureur à Diyarbakır ;
- Uğurhan Kuş, procureur à Diyarbakır, promu procureur général de cette province<sup>17</sup>.

---

<sup>9</sup> DIDR, Ofpra, 17/03/2017, [url](#)

<sup>10</sup> En turc : « *Özel Yetkili Ağır Ceza Mahkemeleri* ».

<sup>11</sup> Memurlar.net, 09/06/2014, [url](#)

<sup>12</sup> Milliyet, 16/12/2012, [url](#)

<sup>13</sup> TR Resmi Gazete, « Atama Kararı », 14/05/2013, [url](#)

<sup>14</sup> SALLON Hélène, 27/02/2014, [url](#)

<sup>15</sup> En turc : « *Yargıda Birlik Platformu* ».

<sup>16</sup> Sozcu, 01/06/2014, [url](#)

<sup>17</sup> Hürriyet, 22/01/2014, [url](#) ; Anadolu Ajansı, 21/01/2014, [url](#)

En mars 2014, d'autres mutations sont annoncées :

- Mustafa Baklaci, procureur à Diyarbakır, transféré à Bursa
- Uğurhan Kuş, procureur général à Diyarbakır, confirmé dans ce poste
- Osman Coşkun, procureur à Diyarbakır, transféré à Trabzon (région de la mer Noire)
- Levent Kaya, procureur à Diyarbakır, confirmé dans ce poste
- Semih Akgün, procureur à Diyarbakır, transféré à Kocaeli
- Alparslan Yanikoğlu, procureur à Diyarbakır, confirmé dans ce poste
- Ali Mazhar Okumuş, procureur à Diyarbakır, confirmé dans ce poste
- Kenan Doğan, procureur à Diyarbakır, confirmé dans ce poste
- Hasan Özçelik, procureur à Diyarbakır, confirmé dans ce poste
- Erol Çelik, procureur à Diyarbakır, confirmé dans ce poste
- Saban Özdemir, procureur à Diyarbakır, confirmé dans ce poste<sup>18</sup>

Le 1<sup>er</sup> juin 2014, à la salle de conférence de Giran Park à Diyarbakır, une réunion organisée par le YBP rassemble environ 500 juges et procureurs des provinces de Diyarbakır, Şanlıurfa, Malatya, Elazığ, Mardin, Adıyaman, Batman, Siirt, Şırnak et Bingöl (Est et Sud-Est) : c'est la 12<sup>ème</sup> séance organisée par cette plate-forme. Le discours d'ouverture est prononcé par Ramazan Sormaz, procureur général de Diyarbakır ; il affirme que le YBP doit représenter toutes les nuances de la magistrature, sans différence d'origine ethnique, de confession ou de parti<sup>19</sup>.

Le 26 septembre 2014, plusieurs mutations sont opérées dans la magistrature :

- Mikdat Başaran, procureur général adjoint à Diyarbakır, est transféré comme procureur à Kuşadası (province d'Aydın), petite ville sur la côte égéenne
- Celal Hakan Kan, procureur à Diyarbakır, est transféré à Osmaniye (Sud-Est)<sup>20</sup>

Le 12 octobre 2014, les 13 994 juges et procureurs de Turquie procèdent aux élections professionnelles destinées au renouvellement du HSYK. Selon le think tank américain *Bipartisan Policy Center*, cette élection oppose les partisans du gouvernement, regroupés dans la plateforme YBP, aux « indépendants » présentés par les milieux pro-gouvernementaux comme des sympathisants du mouvement Gülen. Sur les dix élus, huit appartiennent au YBP<sup>21</sup>. Le journal d'opposition *Sözcü* note que le ministre de la Justice Bekir Bozdağ a fait ouvertement campagne en faveur du YBP et qu'il s'est fait photographier à Diyarbakır en compagnie du procureur général Ramazan Sormaz, ce que le journaliste considère comme une atteinte flagrante à l'indépendance du vote<sup>22</sup>. İlker Çetin, ancien procureur général de Diyarbakır devenu procureur général d'Uşak, se présente comme indépendant ; il n'est élu que comme suppléant<sup>23</sup>. L'association *Platform Peace and Justice* relève que presque tous les magistrats qui s'étaient présentés en 2014 comme « candidats indépendants » au HSYK sont arrêtés après le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016, attribué par les autorités à la confrérie Gülen, alors que ceux qui s'étaient présentés au nom du YBP sont maintenus dans leurs fonctions<sup>24</sup>.

En janvier 2015, selon le quotidien conservateur *Sabah*, une commission d'enquête du HSYK révèle qu'entre 2010 et 2013, des policiers affiliés à la confrérie de Fethullah Gülen<sup>25</sup> ont pratiqué des écoutes téléphoniques illégales visant des magistrats de Diyarbakır chargés d'affaires politiquement sensibles telles que l'affaire du KCK (voir ci-dessus), le

---

<sup>18</sup> Star, 23/03/2014, [url](#)

<sup>19</sup> Sözcü, 01/06/2014, [url](#)

<sup>20</sup> Memurlar.net, 26/09/2014, [url](#)

<sup>21</sup> Bipartisan Policy Center, 12/12/2014, [url](#)

<sup>22</sup> Sözcü, 22/09/2014, [url](#)

<sup>23</sup> Free Judges20/05/2019, [url](#) ; Haberler.com, 21/07/2016, [url](#) ; Daily Sabah, 20/07/2016, [url](#)

<sup>24</sup> Platform Peace and Justice, 26/05/2017, [url](#)

<sup>25</sup> En turc : « *Paralelci polislerin* » (« policiers parallèles »). Depuis décembre 2013, les autorités turques dénoncent la confrérie Gülen comme une « structure d'Etat parallèle » (en turc : « *Paralel Devlet Yapılanması* », PDY).

bombardement d'Uludere et les « meurtres non résolus » (voir 1.). Les juges Züriyet Akgül, Rahmi Kurt et Kenan Şenlik, le procureur Ali Okumuş, chargé de l'affaire d'Uludere, et son collègue Osman Coşkun, chargé des meurtres non résolus, font partie des magistrats placés illégalement sous écoute<sup>26</sup>.

Uludere est un village proche de la frontière irakienne près duquel, le 28 décembre 2011, un avion des forces aériennes turques bombarde un convoi de contrebandiers en les prenant par erreur pour des combattants clandestins. 34 civils, dont 18 mineurs, sont tués. Un an après, selon *Amnesty International*, il n'y a eu ni enquête effective, ni sanctions à l'encontre des responsables militaires<sup>27</sup>. Les « meurtres non résolus », dans le contexte du sud-est de la Turquie, désignent habituellement les exécutions extrajudiciaires des années 1990 qui font l'objet d'investigations à partir de 2009, notamment l'affaire du JITEM (voir 1.)<sup>28</sup>.

Le 20 juillet 2016, les médias turcs annoncent l'arrestation d'İlker Çetin, ancien procureur général de Diyarbakır, sur le soupçon de complicité dans le coup d'Etat manqué que les autorités turques attribuent à la confrérie Gülen : les enquêteurs trouvent à son domicile 4 pistolets et un fusil à pompe. En mai 2019, accusé d'avoir exercé ses fonctions en faveur du mouvement Gülen, il est condamné à 12 ans d'emprisonnement<sup>29</sup>.

Le 4 novembre 2016, Selahattin Demirtaş, député de Diyarbakır et co-président du HDP, est arrêté et incarcéré après la levée de son immunité parlementaire. Dans une série de messages postés en juillet 2019, alors qu'il se trouve toujours en détention, Selahattin Demirtaş affirme avoir été victime des manœuvres du procureur Uğur Özcan, du parquet de Diyarbakır. Ce dernier, lors du débat parlementaire qui conduit à la levée de l'immunité du député, fait savoir qu'un témoin secret désigné sous le nom de « Mercek » déclare qu'en 2009, Selahattin Demirtaş avait reçu l'ordre du PKK de prononcer un discours en langue kurde devant le Parlement, ce que la loi turque interdit. Selahattin Demirtaş nie avoir reçu un tel ordre et rappelle que ce n'est pas lui mais son collègue Ahmet Türk qui a prononcé un discours en kurde à cette occasion<sup>30</sup>. Selahattin Demirtaş affirme que les accusations à son encontre sont controvées, que le procureur Uğur Özcan a lui-même été suspendu et arrêté sur le soupçon d'appartenance à la confrérie Gülen et qu'en 2018, le Parquet de Diyarbakır, sur la demande instante du tribunal, a reconnu que le témoin secret « Mercek » n'avait jamais existé, ce qui invalide les accusations formulées en 2016<sup>31</sup>.

Uğur Özcan est effectivement un des magistrats (plus de 3 000 au total) suspendus de leurs fonctions après le coup d'Etat manqué de juillet 2016 sur le soupçon de liens avec la confrérie Gülen<sup>32</sup> ; il figure toujours sur la liste des exclus en 2017<sup>33</sup> et 2019<sup>34</sup>.

---

<sup>26</sup> Sabah, 28/01/2015, [url](#)

<sup>27</sup> Amnesty International, 27/12/2012, [url](#)

<sup>28</sup> Faili Belli (Source : Radikal), 05/07/2013, [url](#) ; Human Rights Watch, 03/09/2012, [url](#)

<sup>29</sup> Free Judges, 20/05/2019, [url](#) ; Haberler.com, 21/07/2016, [url](#) ; Daily Sabah, 20/07/2016, [url](#)

<sup>30</sup> Kedistan, 10/07/2019, [url](#)

<sup>31</sup> Kedistan, 10/07/2019, [url](#)

<sup>32</sup> Mardin Arena, 25/05/2016, [url](#)

<sup>33</sup> İnsan Haber, 20/02/2017, [url](#)

<sup>34</sup> fetu-pdy.com, 15/10/2019, [url](#)

## Bibliographie

Sites web consultés entre le 2 et le 8 janvier 2020.

### Document DIDR

DIDR, « Turquie : Etat du système judiciaire », Ofpra, 17/03/2017  
[https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/48\\_didr\\_turquie\\_etat\\_du\\_syste\\_me\\_judiciaire\\_ofpra\\_17032017.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/48_didr_turquie_etat_du_syste_me_judiciaire_ofpra_17032017.pdf)

### Institution nationale

TR Resmi Gazete, « Atama Karari », 14/05/2013  
<https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2013/05/20130514-15.htm>

### Organisations non gouvernementales

Free Judges, « Former chief prosecutor and candidate for membership of High Council of Judges and Prosecutors İlker ÇETİN sentenced to 12 years in prison on 20 May 2019 », 20/05/2019  
<https://www.freejudges.eu/unfair-convictions/former-chief-prosecutor-and-candidate-for-membership-of-high-council-of-judges-and-prosecutors-ilker-cetin-sentenced-to-12-years-in-prison-on-20-may-2019/>

Platform Peace and Justice, « WHAT HAPPENED TO THE CANDIDATES OF 2014 HSYK ELECTIONS? », 26/05/2017  
<http://www.platformpj.org/happened-candidates-2014-hsyk-elections/>

Amnesty International, « No truth and no justice one year after the Uludere/Qileban bombing », 27/12/2012  
<https://www.amnesty.org/en/documents/EUR44/026/2012/en/>

Human Rights Watch, « Time for Justice : Ending Impunity for Killings and Disappearances in 1990s Turkey », 03/09/2012  
<https://www.hrw.org/report/2012/09/03/time-justice/ending-impunity-killings-and-disappearances-1990s-turkey>

### Think tanks, universités et centres de recherches

RENOULT Yann, « Kurdistan. À Diyarbakır, les mille et une facettes de la résistance civile », 15/05/2017  
<https://orientxxi.info/magazine/kurdistan-a-diyarbakir-les-mille-et-une-facettes-de-la-resistance-civile.1856>

Bipartisan Policy Center, « HSYK Elections and the Future of Judicial Independence in Turkey », 12/12/2014  
<https://bipartisanpolicy.org/blog/hsyk-elections-and-the-future-of-judicial-independence-in-turkey/>

International Crisis Group, « Turkey's Kurdish Impasse: The View from Diyarbakır », 30/11/2012  
<https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/western-europemediterranean/turkey/turkey-s-kurdish-impasse-view-diyarbakir>

International Crisis Group (ICG), « Turkey and the PKK: Saving the Peace Process », 06/11/2014 <https://www.refworld.org/docid/545b8a3e4.html>

## Médias

Bianet, « Ankara JİTEM Case Ends in Acquittal as Well », 13/12/2019  
<https://bianet.org/english/law/217100-ankara-jitem-case-ends-in-acquittal-as-well>

Kedistan, « Selahattin Demirtaş : "Pourquoi suis-je en prison ?" », 10/07/2019  
<http://www.kedistan.net/2019/07/10/selahattin-demirtas-pourquoi-suis-je-en-prison/>

Mardin Arena, « İhraç edilen hakimler ve savcılar tam isim listesi », 25/05/2016  
<http://www.mardinarena.com/haber-ihrac-edilen-hakimler-ve-savcilar-tam-isim-listesi-16881.html>

Insan Haber, « 192 hakim ve savcı FETÖ'den açığa alındı! Dün açığa alınan hakim ve savcılar listesi... », 20/02/2017  
<http://www.insanhaber.com/guncel/192-hakim-ve-savci-feto-den-aciga-alindi-dun-aciga-alinan-h80472.html>

Haberler.com, « Fetö'nün Darbe Girişimi », 21/07/2016  
<https://www.haberler.com/feto-nun-darbe-girisimi-2-8634033-haberi/>

Daily Sabah, « Large number of guns found at arrested Gülenist prosecutor's home, office », 20/07/2016  
<https://www.dailysabah.com/war-on-terror/2016/07/21/large-number-of-guns-found-at-arrested-gulenist-prosecutors-home-office>

Hürriyet Daily News, « Eight suspects acquitted over 21 unsolved murders in Turkey's southeast », 06/11/2015  
<http://www.hurriyetaidailynews.com/eight-suspects-acquitted-over-21-unsolved-murders-in-turkeys-southeast—90824>

Sabah, « Hâkime kendini dinleme kararını imzalatmışlar », 28/01/2015  
<https://www.sabah.com.tr/gundem/2015/01/28/hkime-kendini-dinleme-kararini-imzalatmislar>

Ouest-France, « Dix-huit morts en Turquie dans les manifestations pro-Kurdes », 08/10/2014  
<https://www.ouest-france.fr/monde/syrie-dix-huit-morts-en-turquie-dans-les-manifestations-pro-kurdes-2885627>

Memurlar.net, « 170 hakim ve savcının yeri değişti », 26/09/2014  
<https://www.memurlar.net/haber/485951/170-hakim-ve-savcinin-yeri-degisti.html>

Hürriyet Daily News, « Only two remain arrested in KCK case after 30 more releases », 16/07/2014  
<http://www.hurriyetaidailynews.com/only-two-remain-arrested-in-kck-case-after-30-more-releases-68551>

Sözcü, « Hakim-savcılardan 'paralel' atığı! - "Amacımız yargı yönetimini belirli bir grubun tekelinden almak" », 01/06/2014  
<https://www.sozcu.com.tr/2014/gundem/hakim-savcilar-dan-paralel-atagi-522181/>

Memurlar.net, « 170 hakim ve savcının yeri değişti », 09/06/2014  
<https://www.memurlar.net/haber/485951/170-hakim-ve-savcinin-yeri-degisti.html>



Star, « FLAŞ!.. 271 hakim ve savcının görev yeri deđiřti », 23/03/2014  
<https://www.star.com.tr/guncel/flas-271-hakim-ve-savcinin-gorev-yeri-degisti-haber-859352/>

SALLON H l ne, « Ecoutes, purges, affaires : tout comprendre de la crise en Turquie », 27/02/2014  
[https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/02/27/ecoutes-purges-affaires-tout-comprendre-de-la-crise-en-turquie\\_4373770\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/02/27/ecoutes-purges-affaires-tout-comprendre-de-la-crise-en-turquie_4373770_3214.html)

Hürriyet, « HSYK'dan ikinci atama depremi », 22/01/2014  
<http://www.hurriyet.com.tr/gundem/hsykdan-ikinci-atama-depremi-25620334>

Anadolu Ajansi, « Turkish HSYK changes posts of 96 judges and prosecutors », 21/01/2014,  
<https://www.aa.com.tr/en/turkey/turkish-hsyk-changes-posts-of-96-judges-and-prosecutors/188814>

Faili Belli (Source : Radikal), « JITEM'in Bilinmeyenleri İddianamede », 05/07/2013  
<https://www.failibelli.org/jitemin-bilinmeyenleri-iddianamede/>

Milliyet, « Diyarbakır'da polislerle savcı arasında dinleme kavgası », 16/12/2012,  
<http://www.milliyet.com.tr/gundem/diyarbakir-da-polislerle-savci-arasinda-dinleme-kavgasi-1627706>

### **Autre source**

feto-pdy.com, « FETÖ/PDY BAĐLANTISI NEDENİYLE HSK TARAFINDAN MESLEKTEN ÇIKARILAN - (İHRAÇ EDİLEN) H KİM VE SAVCILAR », 15/10/2019  
<https://www.feto-pdy.com/>